

PARIS
1 franc 50 cent.
PAR MOIS.

DÉPARTEMENTS
3 fr. par mois.

Les abonnements datent des 1^{er} et
16 de chaque mois.

LA TRIBUNE

DE LA LIBERTÉ.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

Le journal LA TRIBUNE DU PEUPLE ayant changé son format, son titre et son mode de publication, les abonnés recevront pour le montant de leur abonnement, LA TRIBUNE DE LA LIBERTÉ qui paraît tous les jours.

SOMMAIRE.

Actes officiels. — Séance de l'Assemblée nationale. — Décret qui proscrit la famille de Louis-Philippe. — Discours du citoyen Napoléon Bonaparte. — Arrestation de Blanqui. — Dernières nouvelles sur les événements sanglants de Naples. — Formation d'un nouveau ministère napoléonien. — Troubles à Mayence. — Emprisonnement du roi de Naples. — Massacre des blancs dans l'Yucatan. — Nouvelles des départements. — Nouvelles de l'étranger. — Situation de la Banque de France. — Cours de la Bourse.

Paris, 26 Mai.

Nécessité de résoudre la question du travail.

Nous avons dit la vérité au Gouvernement; nous continuerons à la lui dire; mais nous n'oublierons pas que nous la devons aussi à l'Assemblée nationale.

Nous lui reprochons le décousu de ses discussions dans lesquelles tout est effleuré, rien n'est approfondi; la nullité complète de ses séances dans lesquelles les projets de décret se succèdent avec une rapidité qui ne permet même pas à la mémoire d'en retenir la trace fugitive. Ce n'est pas ainsi que procédaient les grandes et immortelles assemblées de notre première révolution. La Constituante et la Convention n'auraient pas conquis l'admiration du monde, si elles avaient compris leur mission comme l'Assemblée nationale paraît comprendre la sienne.

Nous, qui avons à cœur de soutenir cette Assemblée, de la grandir dans l'estime nationale, de donner à ses actes la consécration populaire, que voulez-vous que nous disions à ce peuple de travailleurs innocents, groupés dans les places publiques et discutant la conduite de leurs représentants? Que répondre aux esprits anarchiques qui cherchent à soulever le mécontentement et l'irritation contre l'inaction, qu'ils reprochent à l'Assemblée nationale? Ce reproche d'inaction est mal fondé, sans doute; l'Assemblée tient de longues séances, et l'on ne peut pas dire qu'elle reste inactive; mais son action est irrégulière, désordonnée; il lui manque la discipline et l'unité. Quel bien peut résulter de cet éparpillement des opinions et des idées, alors qu'elles devraient se concerter, se coordonner, se grouper. Une grande Assemblée sans unité, est un corps sans âme.

Les plus graves sujets de législation sont abordés par des hommes qui évidemment n'en connaissent pas les premiers éléments. Nous n'en voulons pour exemple que l'immense question du travail, que la révolution de Février a posée, et dont la solution ne saurait être ajournée sans danger; car c'est elle qui domine la situation tout entière.

Nous avons vainement cherché cette solution dans le rapport du comité des travailleurs; nous n'y trouvons formulée qu'une demande d'enquête. Ainsi l'on recule devant une solution quelconque, et l'on se borne à demander la mise à l'étude de la question. Ce n'est pas là ce qu'attendaient de leurs représentants les travailleurs. Ils espéraient autre chose que cet aveu d'impuissance, que cette fin de non-recevoir qui vient déconcerter l'attente universelle.

Nous demandons que les choses ne restent pas dans cette intolérable situation. Si les membres qui composent le comité des travailleurs, en sont réduits à confesser leur ignorance, qu'ils fassent place à d'autres, plus instruits, ou plus décidés à s'instruire, à des hommes qui ont étudié la question ou sont résolus à l'étudier. Quoi qu'il en soit, cette question est trop grave pour rester indécise. Le salut de la République en dépend.

Le jugement des auteurs de l'attentat du 15 mai.

Un journal, la Liberté, se pose la question que nous nous étions posée: Qui devra juger les auteurs de l'attentat du 15 mai? Sa

conclusion est différente de la nôtre. Il se demande si l'Assemblée nationale peut, en bonne justice, être jugée d'un crime commis sur elle. Nous répondrons: Oui; elle le peut et elle le doit. De tout temps, les assemblées délibérantes et les cours de justice ont été constituées juges des crimes ou délits commis contre elles. Notre législation criminelle, toutes les législations raisonnables, ont consacré ce droit.

Parmi les accusés, il en est plusieurs qui, appartenant à l'Assemblée nationale, ne peuvent être jugés que par leurs pairs, en vertu d'un droit que toutes nos assemblées politiques ont proclamé et consacré; et comme la disjonction est impossible, ainsi que le reconnaît la Liberté, à l'Assemblée nationale seule appartient le jugement de tous les accusés.

Mais pour exercer sa juridiction, il n'est pas nécessaire, ainsi que la Liberté paraît le croire, que ses neuf cents membres se constituent en cour de justice. Une haute cour nationale, composée de douze ou de dix-huit membres, prise dans le sein de l'Assemblée et nommée par elle, offrirait à la société et aux accusés toutes les garanties d'indépendance et d'impartialité qu'ils ont droit d'attendre.

Le Gouvernement paraît avoir compris l'impossibilité de traduire les accusés du 15 mai devant le jury, tel qu'il est actuellement constitué, et un projet de loi a été présenté hier, qui modifie sa composition, et la met en harmonie avec le principe républicain. Nous approuvons les bases de ce projet de loi; mais nous ne croyons pas à la possibilité de faire juger les auteurs du dernier attentat, même par le jury ainsi reconstitué. Les raisons graves que nous avons données sur ce point nous paraissent toujours subsister, et nous engageons l'Assemblée nationale à rendre un décret d'évocation, et à traduire les accusés devant une haute cour nationale désignée par elle. Il y a, selon nous, urgence de prendre un parti sur cette grave matière.

Ministère des finances.

Nous comprenons qu'au milieu des embarras d'un gouvernement provisoire, M. Garnier-Pagès n'ait pu s'aider, discerner partout le bien du mal dans le vaste dédale de ses grandes administrations. Mais qu'après les premiers orages passés, l'on n'ait pas songé sérieusement à détruire des abus qui sautent aux yeux de tout le monde, c'est ce qu'il nous est difficile d'expliquer et de comprendre.

M. Duclerc est sans doute un homme d'expérience, un homme d'affaires. Nous lui demanderons si, chargé d'organiser une association commerciale, il ajouterait à tous les degrés de ses bureaux de doubles rouages pour mieux faire fonctionner son administration. Evidemment non. Eh bien, qu'il sache donc que ses directeurs généraux n'ont qu'un but, celui de le tromper, de l'aveugler et de tout sacrifier sans pitié, au besoin de garder d'absurdes sinécures. Au lieu de la reconnaissance générale, le nouveau ministre des finances ne recueillera, qu'il le sache bien, que blâme et réprobation. Il a encore aujourd'hui le choix, il ne l'aura plus dans quelques jours.

Etouffé dans les serres de ses chefs irresponsables, il répondra devant le pays de toutes les fautes qu'ils lui feront faire; il en répondra devant l'Assemblée nationale, qui veut des réformes sages, mais qui en veut à tout prix, au moins en finances. S'il sait prendre l'initiative, il sera glorifié; s'il se laisse imposer des mesures administratives, il perdra ses bureaux pour avoir voulu sauver ce qu'il fallait sacrifier.

Nous ne cessons de le lui dire: la plaie du ministre des finances est dans les hommes qui l'entourent. C'étaient eux qui empêchaient M. Laffitte, M. Louis, M. Duchâtel lui-même, et, avant eux, M. Villèle, de faire des économies sérieuses. Ces hommes pesaient sur leurs patrons de toute la puissance de commis qui se disent nécessaires; ils n'ont pas changé d'allures, et nous verrons les ministres de la République entraînés à la remorque de leurs bureaux, sous les sifflets du peuple, comme nous avons vu leurs devanciers honnis sous tous les régimes pour avoir été les jouets d'une impopulaire bureaucratie.

Est-il vrai, oui ou non, qu'on a voulu, en 1825, supprimer les ruineux châtis-majors de nos administrations?

Est-il vrai, oui ou non, qu'on l'a essayé de nouveau après 1850?

Est-il vrai, oui ou non, qu'il en a été question encore depuis février?

Est-il vrai, oui ou non, que tous les abus subsistent; que les directeurs généraux s'entourent de conseils aussi coûteux qu'inutiles; que ces conseils n'ont d'autre but que de masquer la responsabilité du maître, de le couvrir, de le mettre à l'abri quand on l'attaque?

Est-il vrai, oui ou non, qu'on n'a jamais en égard, pour le recrutement de ces emplois inutiles, qu'aux qualités de souplesse et de servilité personnelle, sans aucun souci des droits réels ni des positions acquises, au point qu'il n'est presque pas une de ces nominations qui n'ait été marquée scandaleusement par un déni de justice, par un criant passe-droit?

Est-il vrai, oui ou non, qu'après avoir servi en toute humilité la personne du maître, ces administrateurs parasites vont chercher dans les départements les plus grasses sinécures, les plus riches emplois, au mépris encore des titres les plus incontestables, des droits les mieux acquis?

Arrestation de Blanqui.

— Blanqui a été arrêté aujourd'hui à 10 heures du matin à Sannoix, près d'Argenteuil. Il s'était réfugié chez un de ses amis. La maison était cernée par 1000 hommes de troupes de ligne; après l'avoir fait monter dans une voiture cellulaire, entourée de gendarmes, il a été conduit à Vincennes.

A midi, toute la garde nationale de Sannoix et des communes environnantes était sous les armes.

C'est un élève de l'école polytechnique qui l'a arrêté.

Messieurs tels ou tels veulent-ils donc que le peuple des bureaux de Paris et de la province les stigmatise aux yeux de leur nouveau ministre, qui ne les connaît pas encore? Tiennent-ils à ce qu'on leur prouve que les hommes qui les ont appelés ont eu égard surtout à leurs antécédents royalistes et jésuitiques? Mon Dieu! rien de plus simple sous le règne à jamais fini du jésuitisme et du royalisme quand même: qui se ressemble s'assemble. Mais que toute cette congrégation politique s'obstine à gouverner nos administrations sous la bannière sacrée de la République; que ce soit pour elle, pour elle seule, qu'on maintient tous les abus, tous les doubles rouages, toutes les dépenses ruineuses; c'est ce que nous ne souffrirons jamais, dussions-nous nous livrer, pour cela, aux critiques les plus personnelles, et attaquer les hommes un à un, sans ménagement ni merci!

Nous ne sommes pas les ennemis du ministre; mais nous le sommes de tous ceux qui l'égarent, et qui, serviteurs éhontés de tous les régimes, s'imposent à celui de la République avec un aplomb que nous saurons déconcerter et un masque que nous saurons faire tomber. (Réforme.)

Il paraît qu'on ne s'en tient pas aux correspondances, aux protestations; on procède aussi par embauchage. Les affidés courent les casernes, les tables d'officiers, les cafés privés, et ils recrutent pour la monarchie.

On met de côté M. de Bordeaux, qui n'a plus de chances, et les Bonaparte, qui, comme chacun sait, n'ont plus d'ambition; il ne reste donc que M. de Paris, jeune roitelet quasi-légitime, dont M. de Joinville sera le tuteur. M. de Joinville est décidément ce qu'on a de mieux en fait de régence: M. de Joinville est allé à Sainte-Hélène, et il a suffi de lui frapper sur l'épaule pour faire de lui un grand amiral!

Ce n'est pas du reste, aux simples soldats ni aux sous-officiers qu'on s'adresse, mais aux officiers de faveur, à tous ces uniformes élégants qui n'ont eu qu'à se baisser plus ou moins pour ramasser l'épaulette, et dont la République est venue entraver le rapide essor.

Que l'éméute se tienne en garde. C'est à son encontre qu'on éclatera : c'est aux cris de Vive la République ! et au nom de l'ordre public qu'on prendra ses positions, jusqu'au moment de tirer le rideau qui laissera voir le petit Joas aux fidèles.

Toutes ces menées ne prouvent qu'une chose : la nécessité d'épurer nos régiments. A cela près, M. de Joinville et ses partisans n'ont qu'à descendre, quand il leur plaira, dans la rue. On peut les assurer d'avance qu'ils n'y reviendront pas deux fois.

Et c'est pour ces grands noms qu'on ose revendiquer ces droits si indignement méconnus la veille et demander place au foyer commun ! Mais comment n'ont-ils pas compris, ces jeunes gens, que leur abnégation est sans dignité et qu'il ne leur appartient pas même de renier la flétrissure de leur race ? Arrière donc ! leur père aussi s'est incliné devant les faiseurs de la République qu'il a trahie, et ils n'ont pas dégénéré ! (Id.)

Massacre des blancs dans le Yucatan.

ANVERS. 25 mai. — Par le Steamer, Sarahsands, arrivé hier en Angleterre, nous recevons les déplorables nouvelles suivantes de Frontera (Mexique), en date du 8 avril :

Les Indiens, au nombre de 50,000 hommes, se sont soulevés contre la population blanche de la province de Yucatan ; ils mettent tout à feu et à sang. Tout le monde fuit ce pays. La ville de Mérida est entièrement abandonnée de ses habitants ; et les négociants de Campêche se hâtent de mettre fin à leurs affaires pour être prêts à partir au premier signal. Le plus grand désordre règne dans cette malheureuse province.

(Le Précurseur d'Anvers.)

Dernières nouvelles sur les sanglants événements de Naples.

Les nouvelles de Naples sont de la plus haute gravité. Sur ce point de l'Italie la liberté a été vaincue et mitraillée. Le despotisme a levé le masque.

Les Napolitains peuvent voir maintenant ce que deviennent les révolutions incomplètes. A Naples, le peuple avait vaincu ; la royauté était en son pouvoir ; il pouvait d'un mot l'immoler ou la proscrire ; il préféra la conserver. On lui dit qu'il n'était pas mûr pour la République ; que le régime monarchique lui était nécessaire quelque temps encore.

Ferdinand, le bourreau de son peuple, qui tant de fois l'avait trompé, qui s'était baigné dans le sang le plus pur des patriotes, Ferdinand, grâce à des concessions hypocrites, et à des protestations mensongères, conserva son sceptre et son épée on : sait l'usage qu'il vient d'en faire.

Que cet exemple serve de leçon aux peuples qui seraient tentés d'imiter la faiblesse des Napolitains.

On lit dans le *Concordia* de Turin :

On a répandu le bruit à Naples que la ligne avait fraternisé avec le peuple et que le roi avait été fait prisonnier.

Comme nous n'avons encore que les détails que nous apportent les journaux italiens sur ces horribles événements, nous attendrons que ces nouvelles soient justifiées pour savoir sur qui doit retomber le poids de ces épouvantables massacres.

Voici, d'après le *Corriere mercantile* de Gênes, ce qui s'est passé à Naples :

« A peine a-t-on connu ici la nouvelle des sanglants événements de Naples, qu'une foule nombreuse s'est portée à la place Campette, où se trouve l'habitation du consul de ce pays, aux cris de *Mort à Ferdinand ! mort au roi infâme !*

« Le consul s'est présenté à la fenêtre ; on lui a dit alors que la démonstration n'avait rien qui lui fût personnel, et qu'on n'avait pas la moindre intention de l'insulter, mais que les Gênois ne voulaient pas supporter la vue des insignes du roi de Naples. Et à l'instant les armes royales ont été jetées à terre au milieu des plus vifs applaudissements et des expressions du plus profond mépris pour ce prince traître et hypocrite, qui depuis si longtemps a fait tant de mal à son peuple et à la cause italienne. L'écusson royal, après avoir été traîné à travers les rues au milieu des huées et des malédictions, a été brûlé publiquement à l'endroit où s'élève d'habitude l'échafaud d'infamie.

« Voilà un véritable auto-da-fé qui exprime la colère et tous les sentiments de la population.

« Le consul, homme d'une probité et d'un libéralisme notoires, consterné et indigné par les affreuses nouvelles de Naples, a lui-même contribué à précipiter dans la rue l'écusson abhorré des Bourbons.

« Mort, mort, mort à Ferdinand ! tel est le vœu des Gênois, bien mieux le vœu de tous les Italiens. »

Les journaux italiens parlent avec les plus grands éloges de la conduite tenue par les équipages de la flotte française dans ces tristes circonstances. Nos marins ont déployé le plus grand dévouement et la plus grande activité pour sauver le plus grand nombre possible de personnes compromises dans l'insurrection. Des familles entières ont été sauvées.

Le *Corriere mercantile* assure que l'amiral Baudin a exprimé publiquement la profonde indignation qu'ont causée les ordres impitoyables d'un roi parjure et sanguinaire, et il ajoute :

« Après avoir vengé en peu de mots les droits sacrés de l'humanité, l'amiral s'est plaint que l'événement n'eût pas été prévu ; il a déclaré que les traités ayant été violés par le gouvernement napolitain, il avait écrit au président du conseil pour lui signifier que, le désordre comprimé, il lui donnait une heure pour assurer la protection des personnes et des propriétés, ajoutant qu'il faisait venir de Castellamare l'autre division de sa flotte, et qu'une fois toutes ses forces réunies, il débarquerait 9,000 hommes, pour défendre l'humanité et les droits du peuple. »

Formation du nouveau ministère à Naples.

Le paquebot à vapeur *la Ville de Marseille*, parti de Naples le 17, nous apporte les nouvelles suivantes :

Un calme apparent a succédé à l'effroyable journée d'avant-hier.

Le nouveau ministère dont les noms suivent vient d'être proclamé :

Le prince de Cariato, aux affaires étrangères, président du conseil ; Bozzelli, à l'intérieur et à l'instruction publique ; le général Carascosa, aux travaux publics ; Paolo Reiggiero, aux finances et à la justice ; le prince d'Ischitella, à la guerre et à la marine.

Ces noms sont loin de satisfaire aux besoins du moment.

— Les lazzaroni se sont livrés aux plus ignobles excès sous le palais même du roi barbare. Beaucoup de braves citoyens ont été arrêtés. On évalue à une centaine le nombre des morts du côté du peuple, et à plus de cinq cents, dont un colonel, du côté des Saisies.

Ce colonel est celui qui avait promis de ne pas faire tirer sur le peuple ; il monta sur la première barricade, invita la garde civique à céder, et, voyant de l'entêtement de leur part, commande le feu ; mais, avant qu'il fût obéi, une balle italienne vint couper la vie à cet instrument de tyrannie.

On ne connaît pas encore le nombre des citoyens succombés dans ce massacre.

Si la garde civique eût été unie et bien dirigée, elle aurait probablement triomphé.

L'escadre française a sauvé, en les recevant à son bord, plus de 3,000 personnes qui fuyaient poursuivies par les baïonnettes suisses.

Le roi a arboré le drapeau tricolore, mais il est trop tard.

(*Corriere Livornese.*)

Troubles de Mayence.

Les soldats prussiens ont fait le coup de feu contre la garde nationale, le 21 mai, dans les rues de Mayence, les portes de cette ville sont fermées, la ville est en état de siège et menacée de bombardement.

Nous lisons dans la *Gazette de Cologne* du 24 :

Le commandant de la forteresse de Mayence a publié, le 21, un ordre par lequel il enjoit aux habitants de livrer leurs armes. La garde civique est dissoute. Elle ne pourra être réorganisée qu'avec l'assentiment du commandant de la forteresse. Les rassemblements sont défendus. En cas de résistance, on fera des arrestations, et les attroupements seront dispersés par la force.

Une commission mixte fera une enquête sur les événements du jour.

Si, dans deux heures, après la proclamation de l'ordre du commandant, les armes n'étaient pas livrées, la ville serait bombardée.

Le 22 mai, le bourgmestre se plaignait de ce que toutes les armes n'avaient pas encore été livrées, et annonçait que, sur son intervention, le commandant de la forteresse avait prorogé jusqu'au 22 à midi le délai qu'il avait d'abord fixé. Il exprime l'espoir que les armes seront remises à l'autorité en temps utile.

C'est de dimanche prochain en huit qu'ont lieu les onze réélections de Paris. Aussi annonce-t-on chaque jour des candidatures nouvelles. Les partis se mettent à l'œuvre. Voici la liste que publient simultanément la *Réforme* et la *Vraie République* :

M. Marc Caussidière, ex préfet de police.

M. Pierre Leroux.

M. Proudhon, rédacteur en chef du *Représentant du Peuple*.

M. Grandménil, premier fondateur de la *Réforme*.

M. Ribeyrolles, rédacteur en chef de la *Réforme*.

M. T. Thoré, rédacteur en chef de la *Vraie République*.

M. Dupoty.

M. Kersausie.

M. Hours, docteur-médecin, commandant la garde nationale, le 24 février, à la Chambre des Députés.

M. Lesseré, docteur-médecin.

M. V. Schœlcher, ex-sous-secrétaire d'Etat à la marine.

Une réunion de représentants vient de se former sous la présidence de M. Dupont (de l'Eure). Ils tiendront leur séance au Palais-National.

Nous ferons connaître incessamment le programme et le but de cette réunion, ainsi que les noms de ceux qui en font partie.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

AUTRICHE. VIENNE, 18 mai. La bourse a été fermée aujourd'hui à cause du départ précipité de l'empereur et de la famille impériale pour Inspruck.

La proclamation suivante a paru aujourd'hui :

« Le comité central de la garde nationale déclare que, rempli d'une inébranlable confiance dans les dispositions du ministère, il appuiera, par tous les moyens en son pouvoir, toutes les mesures que ce dernier jugera convenable de prendre dans les circonstances critiques actuelles et qu'il est prêt à lui prêter le concours le plus énergique. »

« Le docteur HUBER, président provisoire. »

(Feuilles de Francfort.)

— Du 20 mai. Par suite du départ de S. M. l'empereur, le ministère intérimaire a adopté les résolutions suivantes, qui ont été mises immédiatement à exécution : 1° La garde nationale de Vienne a été réunie à la légion académique et au corps des bourgeois, sur sa propre demande, et placé sous le commandement en chef immédiat du général commandant de la basse Autriche et de Vienne, le comte d'Auersperg.

2° Le comité central politique de la garde nationale, animé d'un sentiment profond pour le bien du pays, s'est spontanément dissous. Il formera, avec les délégués de la garde nationale, un comité sous la présidence du comte de Montécuculli, président de la régence de la basse Autriche, un comité qui veillera à la tranquillité et à la sûreté de la capitale.

3° Le ministre a approuvé une résolution prise par le magistrat et la commission provisoire des bourgeois de Vienne, qui a établi une commission de sûreté et lui a conféré les pouvoirs exécutifs les plus étendus.

4° Une circulaire, adressée à tout le corps diplomatique, lui annonce que, pendant l'absence du monarque, le ministère intérimaire continuera à traiter les affaires du gouvernement au nom de S. M. et se chargera de la responsabilité de toutes les mesures qu'il croira devoir apporter.

5° La présidence de la régence de la basse Autriche a défendu les attroupements, les assemblées nocturnes en rappelant les lois pénales qui punissent la résistance aux ordres de l'autorité à cet égard. Ces mesures ont été approuvées par le conseil des ministres.

6° Enfin, le conseil des ministres a cru devoir autoriser les présidents de la régence à proclamer immédiatement, en cas de nécessité, la loi martiale contre toute personne qui, dans l'intérieur de Vienne et dans un rayon de deux milles, commettrait le crime de haute trahison, de rébellion, de meurtre, de vol ou d'incendie.

L'exécution de ces mesures, le rétablissement de l'ordre légal dans la capitale, trouvent la plus forte garantie dans les assurances des députations de toutes les classes de citoyens, qui promettent de soutenir par tous leurs efforts le gouvernement de S. M. dans les mesures qu'il prendra, afin de maintenir l'honneur de la capitale vis-à-vis de tous nos concitoyens et de l'étranger, et de faciliter le retour de S. M. l'empereur aussi promptement que possible.

Vienna, 18 mai 1848. (Suivent les signatures.)

— Le comte de Montécuculli, président de la régence de la basse Autriche, vient d'adresser une proclamation aux Viennois, pour les prévenir qu'il est impossible que l'empereur revienne dès aujourd'hui. D'une part, l'empereur était souffrant, et, d'autre part, il était déjà loin quand l'invitation pressante de revenir lui est parvenue. Le président engage ensuite les Viennois à ne pas se laisser égarer par de faux bruits, et à conserver à S. M. l'empereur son palais tel qu'il a coutume de l'habiter, afin qu'il revienne, entouré de l'amour de ses Autrichiens, et ne les quitte plus. (Indicateur politique prussien.)

ITALIE. Nous lisons dans *il Pensiero italiano*, journal de Gênes du 21 mai, la proclamation suivante :

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Bulletin du jour.

Milan, 19 mai 1848.

Le feu de nos batteries contre le fort de Peschiera a commencé hier 18 courant, à deux heures après midi.

Le matin, le roi Charles-Albert s'est porté sur une hauteur appelée il Paradiso, à peu de distance du fort Mandella, et fut sa-lué par les boulets de l'ennemi.

Un de ces boulets est passé au-dessus de lui et de sa suite.

A six heures et demie le roi est retourné au quartier général de Somma Campagna.

Le feu continuait.

Pour le ministre de la guerre, le secrétaire général,

J. PRINETTI.

— Le 16, dans l'après-midi, une division autrichienne a fait une démonstration contre la place de Trévise; mais elle a été repoussée avec perte, et poursuivie jusqu'aux avant-postes ennemis.

La ligne de l'ennemi s'étend depuis Pavie de Nevers à San Biagio. Les généraux Durando et Ferrari ont concentré leurs forces à Mestre et ses environs. (*Risorgimento.*)

— La flotte de Charles-Albert se compose de 3 frégates, 1 corvette, 3 bricks et 2 avisos.

BRUXELLES. 25 mai. — Il est mort dans les deux Flandres, depuis un an environ, 50 prêtres, victimes du zèle qu'ils ont apporté à secourir leurs malheureuses ouailles, atteintes du typhus. (*Indépendant Belge.*)

HONGRIE. PESTH, 16 mai. L'alarme la plus vive règne dans la ville. Un courrier a apporté la nouvelle qu'une armée ser- vienne de 60,000 hommes avait franchi la frontière, et s'était déjà emparée de Semlin. Il est certain que le gouvernement a reçu une dépêche du comte de Hrabowsky, gouverneur de la Croatie, annonçant que des troupes serviennes en grand nombre menaçaient le bannat. Des émissaires rapportent que les Serviens ont à leur disposition 100,000 fusils et quelques canons, et que leurs rangs augmentent chaque jour. Les Serviens qui habitent la Hongrie entretiennent des intelligences avec leurs compatriotes. Le ministère s'est rendu auprès de l'archiduc vice-roi, et l'on croit qu'il sera formé un corps de volontaires de 10,000 hommes. Le général Hrabowsky a reçu l'ordre de former un cordon militaire sur la frontière de la Serbie, de désarmer les Serviens établis en Croatie, et de déclarer le pays en état de guerre. Les Esclavons des comitats du nord font la guerre aux nobles et aux Allemands. Il y a aussi beaucoup de proclamations russes dans les mains du peuple; elles l'engagent à se prononcer pour la Russie. (*Gazette de Breslau.*)

ESPAGNE. MADRID, 20 mai. Bourse de Madrid du 20 mai. 3 p. 0/0. 21 papier (après la bourse, 20 7/8 argent); 5 p. 0/0. 14 papier (après la bourse, 13 5/4 argent); dette sans intérêt, 5 5/4 papier (après la bourse, 5 1/2 argent). *Changes*: Paris, 4 50 argent; Londres, 42 argent.

— On dit que les députations forales des provinces basques ont adressé au gouvernement une exposition dans laquelle elles déclarent répondre de la tranquillité, pourvu que le gouvernement consente à retirer les troupes en garnison dans diverses villes. On ne sait pas encore le parti que prendra le gouvernement à cet égard.

— MADRID, 20 mai :

C'est aujourd'hui que doit avoir lieu, au ministère des finances, l'adjudication des 100 millions de bons du trésor à intérêt de 10 p. 0/0. Aucune proposition n'a été présentée à ce sujet.

— La *Gazette* du 20 mai publie une instruction royale aux termes de laquelle les titres de la dette passive étrangère seront admis pour l'achat des biens nationaux, dans la même proportion et au même taux que les titres de la dette intérieure sans intérêts.

La proportion est d'un tiers de la valeur des biens nationaux. — Le gouvernement va envoyer à Londres deux commissaires pour trouver de l'argent sur le produit des mines d'Almadén. Cet argent servirait à acquitter le prochain semestre.

Un courrier du cabinet espagnol a passé le 23 par Bruxelles, portant à l'ambassadeur espagnol à Londres l'ordre de demander ses passe-ports et de quitter sans retard l'Angleterre.

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

On lit dans le *National de l'Ouest* :

Un garçon jardinier a été arrêté dimanche sous la prévention de vol. Ce garçon se promenait par la ville porteur d'une malle contenant une somme de 2,505 fr. Interrogé sur la possession de

cette somme, il prétendit qu'elle provenait de ses économies personnelles et d'un héritage. Peu édifié par cette réponse, le citoyen Delarralde voulut avoir sur le possesseur des renseignements du maître qu'il avait servi. Celui-ci répondit de la moralité de son jardinier, qui, par suite, fut relaxé. Mais le lendemain le maître s'aperçut qu'une somme de 5,000 fr., qu'il avait enfouie dans son jardin, avait disparu. Il se hâta d'en prévenir le citoyen Delarralde, et le garçon jardinier fut aussitôt remis sous la main de la justice.

Avis aux capitalistes qui enfouissent leur argent et contribuent ainsi à augmenter la gêne publique sans profit pour personne, si ce n'est pour les filous.

— On lit dans l'*Echo du Nord*, 26 mai :

M. Durand de Saint-Amand, le nouveau préfet de la République dans le département du Nord, est arrivé hier soir à Lille. Nous espérons que l'un de ses premiers soins sera de remanier un peu les municipalités des communes et de tirer celle de Lille de son incroyable sommeil.

— Lorsque l'émeute du 22 est venue surprendre et consterner notre ville, on a pu remarquer l'empressement des canonniers et des sapeurs-pompiers à se rendre aux lieux de réunion, à prendre les armes, à se porter en avant. Ce zèle louable, qui contrastait d'une manière si tranchée avec celui de plusieurs bataillons de la garde nationale, ne nous étonne pas de la part de ces corps d'élite; mais il était surtout méritoire de la part du corps des pompiers, qui se compose en grande majorité d'ouvriers presque aussi nécessaires que ceux qui ont combattu dans la rue. Pas un homme n'a manqué à l'appel, même parmi ceux que la perte de leur journée va obérer pour quelques jours.

— *Condamnation des faux monnayeurs de la Nerthe.* (Marseille, 23 mai.) — Miniggio et Simon Datta sont déclarés coupables d'avoir contrefait des monnaies étrangères n'ayant pas cours légal en France. Des circonstances atténuantes sont admises en faveur de Simon Datta.

En conséquence, la cour condamne Miniggio à cinq ans de travaux forcés et Simon Datta à quatre ans de prison.

(*Sénaphore.*)

ASSEMBLÉE NATIONALE.

(Suite de la séance d'hier.)

M. d'Adelsward développe sa proposition concernant la garde nationale mobile à cheval.

L'orateur demande des explications sur les nominations, insérées au *Moniteur*, de sous-officiers au grade d'officier. Ces nominations ne sont accompagnées de la production d'aucun titre.

Quelle sera l'utilité de cette garde à cheval? Pourquoi grever notre budget, déjà si chargé, d'une dépense nouvelle? Ne faisons pas dire, citoyens, que sous le règne de la République, la corruption est pratiquée comme sous la monarchie.

Parmi les noms des promotions signalées, on trouve ceux de deux sous-officiers qui ont cherché à insurger leurs camarades, et qui se sont donnés à eux-mêmes la mission de chercher des griefs dans l'armée, et de les rendre publics, ce qui constitue un acte de mauvais citoyen. Je demande qu'une commission spéciale soit nommée pour vérifier les titres des officiers nommés dans la garde mobile à cheval.

L'Assemblée prend la proposition en considération.

On demande le renvoi aux comités de l'intérieur et de la guerre.

M. DE LESPINASSE. Il importe de savoir si le ministre de l'intérieur, a pu, sans le consentement du ministre de la guerre, prendre à l'armée des sous-officiers pour en faire des officiers.

M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. Le ministre n'a signé aucune nomination. Demain sera inséré un décret qui assimile la garde nationale à cheval à la garde nationale à pied, et à pourvoir aux grades par des élections.

Voix nombreuses. Très-bien! très-bien!

M. LE MINISTRE DE LA GUERRE. Si je n'ai pas pris la parole sur cet incident, c'était pour laisser M. le ministre de l'intérieur, mon collègue, annoncer lui-même l'erreur commise et la reconnaître à cette tribune. (Très-bien! très-bien!)

M. ADELSWARD. J'admets que ce soit une erreur, et que le ministre de l'intérieur ne soit pour rien dans les nominations; mais alors je demande que le secrétaire général et M. Bacle soient rendus responsables et punis. (Oui! oui!)

M. FLOCON. Je demande s'il convient, lorsque l'Assemblée a ordonné le renvoi de la question à ses comités, que l'Assemblée interpelle sur les mêmes faits le ministre à cette tribune.

Voix nombreuses. Oui! oui!

M. FLOCON. Je demande l'ordre du jour.

M. DE RANCEY. Comment! on conteste à cette Assemblée souveraine le droit de demander à cette tribune des explications aux ministres de l'Assemblée. Je proteste de toutes mes forces, et je demande à la Chambre de renvoyer la question à la commission de justice.

M. FLOCON. Le préopinant a dit précisément ce que j'avais dit. Je pense comme lui que la question tout entière soit renvoyée au comité de l'intérieur.

LE GÉNÉRAL BARAGY-D'HILLIER. Dans un moment où nous avons tant de peine à trouver des ressources pour les travailleurs, je demande de quel droit on crée une dépense nouvelle en créant un nouveau corps sans nécessité.

La discussion est close.

M. Flocon retire sa demande de l'ordre du jour.

La Chambre ordonne le renvoi au comité de l'intérieur.

M. Bourbousson développe sa proposition tendant à établir le vote électoral au chef-lieu de la commune.

L'orateur s'élève contre les inconvénients que présente l'émigration de l'électeur de la commune au canton. L'élection au canton ne saurait être une application sincère du suffrage universel; il importe de porter remède à un tel état de choses, et de rendre à l'élection sa sincérité.

L'Assemblée décide que la proposition n'est pas prise en considération.

M. Lespinay monte à la tribune pour développer sa proposition tendant à ce que l'Assemblée souscrive pour une journée d'indemnité en faveur des gardes nationaux victimes des événements du 15 mai.

(De toutes parts : Aux voix! aux voix! la proposition n'est pas contestée.)

M. DABEAUD-LARIVIÈRE. Je ne crois pas que le moyen proposé soit convenable; un acte de bienfaisance ne s'impose pas par acte de majorité. Souscrivons individuellement, selon nos fortunes. Je demande le rejet de la proposition.

M. LACROSSE. Je demande au citoyen Lespinay de retirer sa proposition et de laisser au premier acte qui concerne la reconnaissance nationale vis-à-vis des victimes du 15 mai son caractère de spontanéité et de grandeur.

M. Clément Thomas annonce l'ouverture d'une souscription dans les rangs de la garde nationale.

UN MEMBRE. Il faut quelque chose de plus qu'une souscription de la garde nationale.

Ce n'est pas à cette garde à se récompenser elle-même de son zèle.

La clôture de la discussion est prononcée.

M. Lespinay déclare retirer sa proposition.

M. FLOCON. Je dois rappeler à l'Assemblée que le ministre des finances a promis à l'Assemblée de présenter un projet de loi sur la matière.

UN MEMBRE. M. le secrétaire du ministre des travaux publics demande au comité des travailleurs le renvoi du projet de loi relatif au rachat des chemins de fer.

Ce renvoi est ordonné.

L'Assemblée arrête son ordre du jour de demain, et s'ajourne à demain à midi.

La séance est levée à six heures.

Séance du 26 Mai.

PRESIDENCE DE M. BUCHEZ.

La séance est ouverte à midi.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Divers membres déposent des pétitions sur l'impôt des boissons, ainsi que des adresses des gardes nationales de département à l'Assemblée et à la garde nationale de Paris.

Un des représentants du département de l'Indre présente une protestation des gardes nationales de ce département contre la présence de la bannière de l'Indre dans la fatale journée du 15 mai. Les délégués de la garde nationale de l'Indre avaient été désignés non par la garde nationale elle-même, mais par le commissaire du Gouvernement.

M. le Président dépose la pétition des ouvriers des ports qui demandent à former une garde nationale mobile non soldée, qui remplacerait la garde nationale mobile soldée.

M. Waldeck Rousseau présente le rapport du comité des travailleurs, sur deux propositions de M. Charbonnel relatives aux travailleurs.

M. le Rapporteur conclut au rejet des deux propositions dont nous avons déjà fait connaître le sujet.

M. Charbonnel défend ses propositions qui ont pour but d'importantes améliorations agricoles.

Elles tendent à rendre obligatoire le défrichement des terres incultes, et à placer cette mesure sous la direction des autorités départementales.

Les conclusions de la commissions sont adoptées.

Les deux propositions sont rejetées.

M. Séguier propose, au nom de la commission de l'administration départementale et communale, l'adoption d'un décret qui autorise la ville de Troyes à contracter un emprunt avec publicité et concurrence.

Un autre rapporteur demande, pour la ville de Roubaix, l'autorisation de s'imposer jusqu'à concurrence de 374,000 fr. applicables à des exercices antérieurs.

L'Assemblée vote les deux décrets qui autorisent ces opérations.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à interdire le territoire de la France et de ses colonies à Louis-Philippe et à sa famille.

M. VÉZAIN. Citoyens, je pose au Gouvernement deux questions : Je demande si aujourd'hui la République est moins forte qu'elle ne l'était du 21 février au 4 mai; et si la famille qu'on veut proscrire a plus de chances qu'elle n'en avait alors de reconquérir son trône.

Si on répond à ces questions par la négative, je demanderai l'ajournement du projet de loi. (Reclamations nombreuses.)

M. LAURENT (de l'Ardeche). Citoyens, sans doute que le Gouvernement ne s'est décidé à présenter ce décret qu'en connaissance de cause. Ce Gouvernement a toute ma confiance. Il a vu la réaction à l'œuvre; il a vu son impatience; il a voulu l'arrêter, il a voulu préserver la République de grands dangers. Mais a-t-il trouvé les moyens les plus propres à atteindre ce but? Je ne le crois pas; c'est ce qui m'engage à présenter un amendement au projet de loi.

L'une des œuvres les plus grandioses du Gouvernement républicain a été d'abolir l'infamie politique, de briser l'arme la plus terrible des parisiens.

Mais, citoyens, il y a des peines plus redoutables que la mort : c'est la proscription du sol natal. C'est une peine qu'il faut réserver pour les grands coupables, et, dans cette mesure, je l'approuve. Mais proscrire en masse les innocents et les coupables, c'est à quoi je ne saurais consentir. (Rumeurs diverses.)

La loi de 1831, qui proscriit la branche aînée des Bourbons est bar-

hère et morale. La nécessité politique n'est pas une excuse. Ce qui est contraire à la morale, ne saurait être conforme à une saine politique.

Les principes que nous professons sous la monarchie, nous devons les professer sous la République. Cette loi de proscription, vous l'avez abolie virtuellement en admettant dans cette enceinte un membre d'une des dynasties prosrites; vous ne voudrez pas la rétablir; l'Assemblée nationale ne consacrerait pas une pareille anomalie. Ce n'est pas en posant les familles royales que vous rendrez les rois impossibles, c'est en votant des mesures utiles aux enfants du peuple. Je crois le projet de loi inutile et dangereux. Il méconnaît injurieusement la justice et la clémence du peuple.

Mais, est-ce à dire que nous devons laisser la République désarmée? Non, citoyens.

La République a certainement le droit de réprimer les espérances des factieux; mais elle ne doit le faire que dans la mesure de ses dangers. Le jour où les d'Orléans ne seront plus à craindre, qu'ils viennent sur notre territoire, nous leur donnerons le pain de la fraternité.

Je propose la rédaction suivante :

La France et ses colonies sont interdites aux membres de la branche aînée et de la branche cadette des Bourbons, jusqu'à ce que la pacification de l'Europe et de la France permette de modifier cette disposition.

M. Germain Sarrut appuie ce décret, mais avec cette clause que l'article de la loi du 10 avril 1852, qui se rapporte à la famille Bonaparte, sera rapporté.

M. D'ADELSWARD. Je demande que le décret qui vous est soumis soit adopté, mais avec cet amendement que le mot perpétuité en sera effacé; un jour, je l'espère, nous verrons dans cette Assemblée non-seulement les membres de la famille Bonaparte, mais aussi ceux de la famille d'Orléans.

Je demande que le décret soit réduit à ces termes :

Le territoire de la France et de ses colonies est interdit à la branche cadette de la famille des Bourbons.

M. Vignette appuie le décret. Il ajoute : Quant à la présence des Bonaparte dans cette enceinte, dont on a voulu se faire un argument, leur présence parmi nous n'est que provisoire; et le jour où ils inspireraient des craintes à la République, ils seraient proscrits à leur tour.

M. NAPOLEON BONAPARTE. Je proteste contre ce mot provisoire qu'a employé le préopinant; je suis aussi définitif dans cette enceinte qu'aucun de mes collègues, et je n'admets pas, l'Assemblée n'admettra pas qu'on dise de l'un de ses membres qu'il n'est ici que provisoirement. Il est bien entendu que si un citoyen se rendait coupable d'un attentat contre la République, que ce soit moi ou un autre, il devrait être puni.

M. DUCOUX. Je repousse le rapprochement qu'on a voulu établir entre les membres des deux dynasties. Les citoyens Bonaparte envoyés parmi nous par la volonté du peuple, n'y sont que comme citoyens; le jour où ils aspireraient à un autre rôle, ils nous trouveraient tous prêts à les combattre.

L'orateur pense qu'une loi de circonstance, de nécessité, doit être adoptée. Il demande qu'on maintienne la perpétuité de la proscription de la famille d'Orléans.

La discussion est close.

M. Laurent de l'Ardèche déclare retirer son amendement.

Celui de M. d'Adelsward n'étant pas appuyé, n'est pas mis aux voix. Celui de M. Germain Sarrut a le même sort.

L'Assemblée passe au vote sur le décret lui-même.

Le scrutin de division est demandé par vingt-deux membres, aux termes de l'article 45 du règlement.

L'Assemblée procède au scrutin de division; les membres qui votent pour le décret sortent par la porte placée à droite du bureau; les membres qui votent contre, sortent par la porte de gauche. Des secrétaires placés à chaque porte prennent les noms des votants.

Les préparatifs de cette opération sont accompagnés d'une vive agitation dans les rangs de l'Assemblée.

M. le Président proclame ainsi le résultat du scrutin :

Nombre des votants	635
Boules blanches	652
Boules noires	65

L'Assemblée adopte.

M. LE PRÉSIDENT. Plusieurs représentants m'adressent des lettres explicatives de leur vote. Je n'en donnerai pas lecture; je n'admets pas que les représentants expliquent leur vote par lettres quand ils ont pour cela la tribune.

La séance continue.

NOUVELLES DIVERSES.

Nous savons que le ministère espagnol a mis en délibération s'il ne remettrait pas ses passe-ports au ministre de la Grande-Bretagne, M. Bulwer.

— La tentative d'évasion de Barbès, démentie par plusieurs journaux, paraît très-réelle. Deux gardiens du fort de Vincennes, que Barbès était, dit-on, parvenu à corrompre pour faciliter son évasion, ont été amenés hier à Paris et conduits au dépôt de la préfecture de police. Après un premier interrogatoire, ils ont été provisoirement écroués à la Force.

— Une jeune ouvrière, la nommée Augustine D..., a été arrêtée, hier, en vertu d'un mandat de M. le juge d'instruction Dieudonné, sous prévention d'infanticide.

— Quatre prisonniers qui étaient restés détenus au quartier de cavalerie du quai d'Orsay depuis le 15, jour de l'attentat dont la salle des séances de l'Assemblée nationale a été le théâtre, ont été extraits ce matin, et ont été amenés au dépôt de la préfecture de police pour être mis à la disposition des magistrats instruc-

teurs, lesquels ont presque immédiatement procédé à leur interrogatoire.

— Le tribunal de première instance, présidé par M. Debelleyne, a reçu hier matin le serment de mademoiselle Béatrice Caussidière, sœur de l'ex préfet de police, nommée directrice des postes à Grenoble.

— MM. Pierre Leroux, Nétré, Galle et Léon Leroux, arrêtés par suite des événements du 15 mai, ont été mis en liberté aujourd'hui.

— La commission municipale chargée de réorganiser la garde républicaine a arrêté en principe qu'elle n'admettrait dans ce corps aucun des officiers ou gardes ayant appartenu à l'ex-garde municipale de l'ancien gouvernement.

— Par dépêche télégraphique, le ministre de la guerre a ordonné de suspendre le départ des soldats des réserves de 1842, 1844, 1845 et 1846, qui sont mariés.

— Le ballon pavoisé qui s'est élevé au Champ de Mars, au milieu des acclamations de la foule, est allé tomber à Puiseaux, à dix kilomètres environ de Malesherbes près du château d'Angerville, appartenant à M. Berryer. Les paysans aux mains desquels le ballon est tombé l'ont cédé pour 40 fr. à un ancien épicer de Puiseaux. La nacelle a été retrouvée à quelque distance et apportée également à Puiseaux, où M. Dupuis-Delcourt a dû se rendre hier, afin de rentrer dans sa double propriété du ballon et de la nacelle.

— On dit que le nouveau préfet de police s'occupe en ce moment d'une mesure générale concernant les ouvriers étrangers au département de la Seine. Tous ceux qui sont sans ouvrage ou qui refuseraient de travailler devront quitter la capitale pour se rendre dans leurs départements respectifs.

— Par arrêté en date du 24 mai 1848, ont été nommés :

Procureur de la République près le tribunal de première instance de Villefranche (Aveyron), M. Perrin, ancien magistrat, en remplacement de M. Dremes, appelé à d'autres fonctions ;

Juge au tribunal de première instance de Charolles (Saône-et-Loire), M. Robelin, avocat, en remplacement de M. Bremond, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite ;

Substitut près le tribunal de première instance de Dôle (Jura), M. Seurre (Henri), avocat, en remplacement de M. Houdaille, appelé à d'autres fonctions ;

Substitut du procureur de la République près le tribunal civil de Lyon, M. Farine, avocat, en remplacement de M. Tabouret, appelé à d'autres fonctions.

— M. Louis Blanc siégeait aujourd'hui à l'Assemblée nationale; c'est la première fois depuis le 15 mai.

On lit dans le *Nouveliste* de Marseille :

Les Suisses; arrivés les premiers, ont fait main basse sur l'argent et les objets précieux; viennent ensuite les gardes royaux; à eux ce qui reste: meubles, linge et toutes choses de quelque valeur. Enfin les lazzaroni, alléchés à leur tour, donnent un libre cours à leurs instincts pillards et malfaisants, on les voit suivre par groupes les gardes royaux; ils se jettent à la curée et complètent le sac. Le meurtre s'accomplit sous le moindre prétexte, sur un simple soupçon politique, le plus souvent sans autre cause réelle que le pillage d'une riche maison. La férocité déployée par les soldats du roi et cette ignoble population ne saurait se dépeindre. Le drapeau rouge flotte sur les forts en signe de l'état de siège; il ne couvre, en effet, qu'un horrible attentat que le roi et les réactionnaires ont développé à leur profit.

A sept heures, une masse de lazzaroni parcourt les rues en agitant des drapeaux blancs et aux cris de Vive le roi! La joie et la satisfaction de cette canaille est impossible à décrire. Justice est donc faite des infâmes révolutionnaires; la bonne cause triomphe, il paraît, car le pillage a cessé, et au lieu d'assassiner les citoyens dans leur domicile, cette foule immonde les traîne prisonniers; elle les fusille quelquefois dans la rue; mais enfin l'ordre et la légalité vont reprendre leur cours. Mais pas trop vite cependant; il faut bien que ces bons lazzaronis achèvent la besogne de leur roi.

Les prisons sont encombrées et les arrestations se poursuivent activement sous les inspirations de *del Caretto*. Le ministère Conforti a donné sa démission dès le commencement de cet horrible conflit.

On annonce que les Salernitains marchent sur Naples; cette nouvelle est sans doute prématurée; mais d'ici à peu de jours, nous nous attendons à un soulèvement général des provinces, et ce sera justice. La chambre des députés est dissoute et le gouvernement a annoncé à ceux des provinces qu'il les ferait escorter jusque dans leur foyer.

Situation de la Banque de France.

Au 25 mai 1848 au soir.

ACTIF.

Argent monnayé et lingots.	64,669,565 10
Numéraire dans les comptoirs.	56,799,929 »
Effets arriérés à recouvrer.	17,295,290 59
Portefeuille de Paris, dont 51,802,843 fr. 81 c. provenant des comptoirs.	447,243,105 69
Portefeuille des comptoirs, effets sur place, etc.	94,885,163 14
Avances sur lingots et monnaies.	8,895,400 »
Avances sur effets publics français.	29,059,982 90
Dû par les comptoirs, pour leurs billets en circulation.	100,990,350 »
Rentes de la réserve.	10,000,000 »
Rentes, fonds disponibles.	41,660,197 89
Hôtel et mobilier de la Banque.	4,000,000 »
Placements des nouvelles succursales en effets publics.	12,744,498 »
Intérêt dans le comptoir d'Alger.	1,000,000 »
Intérêt dans le comptoir national d'escompte.	200,000 »
Effets en souffrance ou à rembourser.	24,742,078 59
Dépenses de l'administration.	514,551 61
Divers.	559,972 29
Avance à l'Etat sur les bons du Trésor de la République.	50,000,000 »
Total.	625,065,082 69

PASSIF.

Capital.	67,900,000 »
Capitaux des nouvelles succursales.	25,550,000 »
Réserve.	10,000,000 »
Id. des nouvelles succursales.	2,980,050 14
Réserve immobilière.	4,000,000 »
Billets au porteur en circulation.	502,415,750 »
Id. des succursales.	100,900,550 »
Id. à ordre.	1,169,500 »
Compte courant du trésor créditeur.	26,561,565 51
Comptes courants divers.	75,508,766 71
Récépissés payables à vue.	4,791,500 »
Récompte du dernier semestre.	728,692 57
Dividendes à payer.	175,000 25
Escomptes, intérêts divers et dépenses précomptées.	5,651,868 75
Comptoir d'Alger, somme non encore employée en bons du trésor.	1,106,925 69
Traites des comptoirs à payer.	2,755,820 51
Divers.	499,404 86
Total.	625,065,082 69

Certifié;

Le gouverneur de la Banque de France : D'ARGOUT.

Un travail fort curieux et plein d'actualité vient de paraître sous le titre de *La Police de Paris, nécessité de réorganiser son personnel, et de moraliser son action*. L'auteur, M. Horace Raissou, a pris pour épigraphe ces paroles de M. Trouvé-Chauvel, à la séance du 16 de ce mois. « Je demande que l'Assemblée invite la Commission exécutive à prescrire la réorganisation de la préfecture de police ! »

Les vues de M. Raissou, dictées par une profonde connaissance de la matière, seront, sans aucun doute, d'un grand secours au nouveau préfet de police, M. Trouvé-Chauvel.

LE JOURNAL POUR RIRE, format des Débats. — Plus de 1 600 dessins comiques dans l'année. Caricatures sur la politique, les mœurs, les travers, les ridicules, les systèmes insensés ou dangereux, etc. — Prix : pour trois mois 4 fr. : pour un an, 15 fr. — Les personnes qui s'abonnent pour un an, du 4^{er} mai, reçoivent gratis les trois premiers mois du journal (février, mars et avril); c'est donc 15 mois pour 15 francs. Paris, AUBERT et C^{ie}, place de la Bourse. — Départements, aux bureaux des grandes messageries.

LA LOI DU PEUPLE, par les citoyens Deschapelles et O'Reilly.

Prix : 25 cent.

Henri GIRALDON, éditeur, rue de Seine 16.

Bourse de Paris du 26 Mai.

FONDS FRANÇAIS.

5 0/0.	49 »	5 0/0.	70 50
4 1/2.	53 »	Banque de France.	1550 »
		Oblig. de la ville de Paris.	»

CHEMINS DE FER.

Saint-Germain.	»	Amboise à Hazebrouck.	»
Obligations anc.	»	Avignon à Marseille.	217 50
— nouv.	»	Strasbourg à Bâle.	87 50
Versailles (rive droite).	420 »	Obligations.	»
Obligations anc.	»	Mulhouse à Thann.	»
— nouv.	»	Bordeaux à la Teste.	»
Versailles (rive gauche).	100 50	Montpellier à Cette.	»
Paris à Orléans.	557 50	Orléans à Bordeaux.	»
Obligations.	»	Paris à Saumur.	»
Orléans à Bordeaux.	598 75	Montreuil à Troyes.	»
à Vierzon.	262 50	Amiens à Boulogne.	»
Paris à Rouen.	405 »	Dieppe à Fécamp.	»
Obligations.	»	Paris à Lyon.	307 50
Rouen au Havre.	210 »	Tours à Nantes.	557 50
Obligations.	»	Paris à Strasbourg.	535 »
Nord.	555 75	Andrézieux à Roanne.	»

CANAUX.

Quatre Canaux.	»	Canal de Bourgogne.	»
Jouissance.	»	Jouissance.	»
Trois Canaux.	»	Canal de la Sambre.	»

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfort, 1.